

Commission nationale de l'informatique et des libertés

Délibération n° HAB-2026-001 du 12 mai 2026 habilitant des agents de la Commission nationale de l'informatique et des libertés à procéder à des missions de vérification

NOR : CNIS2613388X

La Commission nationale de l'informatique et des libertés,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment ses articles 8 (2 g), 10, 11 et 19 ;

Après avoir entendu les observations de M. Damien Milic, commissaire du Gouvernement,

Décide :

Art. 1^{er}. – Les agents de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ci-après désignés sont habilités, à raison de leurs fonctions, à effectuer les visites et vérifications mentionnées à l'article 19 de la loi du 6 janvier 1978 :

M. Belaïd Aït Hamouda, auditeur des systèmes d'information au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Fabienne Amiard, adjointe à la cheffe du service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Thibaud Antignac, adjoint au chef du service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Tess d'Armagnac, juriste au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Mehdi Arfaoui, sociologue du numérique au service laboratoire d'innovation numérique de la CNIL à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

M. Monir Azraoui, ingénieur expert au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Audrey Bacqué, chargée de greffe au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Isabelle Barbé, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Elisabeth Barsacq, cheffe du service des affaires européennes et internationales ;

Mme Leslie Basse, juriste au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Corentin Beaufiles, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Irène Baudu, adjointe à la cheffe du service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Anne-Lise Bechara, cheffe du service d'information du public à la direction des relations avec les publics ;

Mme Khadija Belghiti-Alaoui, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Nicolas Berkouk, ingénieur intelligence artificielle au service de l'intelligence artificielle à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Najma Bichara, juriste au service des affaires européennes et internationales ;

M. Martin Biéri, chargé des études prospectives au service laboratoire d'innovation numérique de la CNIL à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Stéphanie Boisseau, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Justin Bondis, auditeur des systèmes d'information au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Sandrine Bontrond, juriste au service d'information du public à la direction des relations avec les publics ;

Mme Cécile Bossier, adjointe à la cheffe du service d'information du public à la direction des relations avec les publics ;

M. Tanguy Boucher, juriste au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Taïna Bouganim, auditrice des systèmes d'information au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Justine Braive, juriste au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Véronique Bremond, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Céline Brézillon, cheffe du service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Vincent Bringer, juriste au service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Solenn Brunet, ingénieure experte au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

M. Clément Bunel, juriste au service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Thierry Cardona, ingénieur au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Madeleine Cazes de Saint Léger, juriste au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Lucie Chartrain, juriste au service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Régis Chatellier, chargé des études prospectives au service laboratoire d'innovation numérique de la CNIL à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Tiphaine Chellabi, juriste au service des affaires européennes et internationales ;

Mme Virginie Claude-Loonis, cheffe du service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Audrey Danel, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Justine Deboté, chargée de greffe au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Guillaume Delafosse, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Ludivine Delelis, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Isabelle Delerue, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Grégoire Delette, adjoint au chef du service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Florent Della Valle, chef du service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Tess Delmas, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Xavier Delporte, directeur des relations avec les publics ;

Mme Caroline Derouet, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Sadio Dioumassy, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Julien Drochon, chargé de mission sensibilisation du public au service de sensibilisation du public à la direction des relations avec les publics ;

M. Hubert Drzymala, référent coopération européenne à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Jules Duflos, juriste au service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Hugo Dussert, ingénieur expert au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Viktorija Elenski, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Adèle Fargues, auditrice des systèmes d'information au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Alicia Filipiak, ingénieure experte au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Anne Fontanille, juriste au service des affaires européennes et internationales ;

Mme Florence Fourets, directrice chargée de projets régaliens - PRADA auprès du secrétaire général ;

Mme Marie Frenot, conseillère auprès de la présidente et des secrétaires généraux ;

Mme Marie Gaillardon, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Linda Gamiette, juriste au service d'information du public à la direction des relations avec les publics ;

M. Gaston Gautreanu, ingénieur expert au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

M. Antoine Gaume, ingénieur expert au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

M. Rodolphe Génissel, chef du service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Sophie Genvresse, directrice adjointe de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Sophie Geistel, juriste au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Charly Ginevra, auditeur des systèmes d'information au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Laurène Goirand, auditrice des systèmes d'information au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Christelle Guichard, cheffe du service des affaires régaliennes et des libertés publiques à la direction de l'accompagnement juridique ;

Mme Sarah Guillou, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Sandra Greber, juriste au service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Nourhane Haddad, chargée de greffe au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Célestin Hernandez, ingénieur expert au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Agathe Hubert, juriste au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Sonia Hudela, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Marion Jabot, juriste au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Hugo Jauffret, chef du service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Véronique Jennequin, assistante juridique au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Lucile Jourdainaud, juriste au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Anton Kiselyov, juriste au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Jérémie Kouzmine, juriste au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Victor Larger, juriste au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Sébastien Lastré, auditeur des systèmes d'information au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Nina Le Bonniec, juriste au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Aurélien Le Bret, juriste au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Delphine Legoherel, directrice de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Morgane Le Hir, adjointe au chef du service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Laura Lemasson, juriste au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Matthieu Lequesne, ingénieur expert au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Maud Letay, juriste au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Noémie Lichon, directrice adjointe des contrôles et des sanctions ;

Mme Yamina Louati, assistante au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Marie-Françoise Maindron, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Spyridon Makris, juriste au service des affaires européennes et internationales ;

M. Lucas Malaval, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Alexandrine Mandron, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Isabelle Mantz, juriste au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Delphine Margulis, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Tony Martin, chef du service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Clothilde Maulin, juriste au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Oriane Maurice, juriste au service des sanctions et du contentieux 2 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Nina Mc Evoy, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Lynda Mekki, ingénieure cybersécurité spécialisée en traitement des incidents au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

M. Francis Mordelet, juriste au service des affaires européennes et internationales ;

Mme Isaure Moslonka, juriste au service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Mathias Moulin, secrétaire général adjoint ;

M. Victor Nicolle, directeur des contrôles et des sanctions ;

Mme Rabia Ouaddah, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Léonie Oyono Medjo, assistante au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Adélaïde Paternoga, juriste au service des plaintes – affaires publiques, sociales et financières à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Romain Pialat, ingénieur recherche & développement au service laboratoire d'innovation numérique de la CNIL à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

M. Benjamin Poilvé, ingénieur expert au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Rebecca Pradel, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Sophie Prosper, adjointe au chef du service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Quentin Rabouin, auditeur des systèmes d'information au service des contrôles – affaires économiques à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Délia Rahal-Lofskog, chargée de mission au service des affaires européennes et internationales ;

Mme Marine Revel, juriste au service des affaires européennes et internationales ;

Mme Myriam Richard, assistante au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Albane Richet, cheffe du service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Caroline Rilos Macias, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Anne-Charlotte Rougelin, juriste conseil au service d'information du public à la direction des relations avec les publics ;

Mme Claudine Sanlaville, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Benoit Seguin, chef du service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Hugo Senaya, juriste conseil au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Laëtitia Simon, juriste au service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Rémi Stefanini, directeur des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

M. Abdoulaye Tall, auditeur des systèmes d'information au service des contrôles – RH, santé et affaires publiques, à la direction des contrôles et des sanctions ;

Mme Ahlem Tamouza, adjointe à la cheffe du service des affaires régaliennes et des libertés publiques à la direction de l'accompagnement juridique ;

Mme Jamila Tazi, juriste au service des plaintes – affaires numériques et commerciales à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

M. Vincent Toubiana, chef du service laboratoire d'innovation numérique de la CNIL à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Rokia Traore, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Louise Vandeville, juriste au service des sanctions et du contentieux 1 à la direction des contrôles et des sanctions ;

M. Félicien Vallet, chef du service de l'intelligence artificielle à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

M. Marco Vermeil, chargé de mission sensibilisation aux droits au service de sensibilisation du public à la direction des relations avec les publics ;

Mme Victoria Verville, chargée d'instruction juridique au service de l'exercice des droits et des plaintes à la direction de l'exercice des droits et des plaintes ;

Mme Mathilde Vidalot, juriste au service des affaires régaliennes et des libertés publiques à la direction de l'accompagnement juridique ;

M. Vincent Villette, secrétaire général ;

M. Christophe Vivent, ingénieur cybersécurité spécialisé en traitement des incidents au service de l'expertise technologique à la direction des technologies, de l'innovation et de l'intelligence artificielle ;

Mme Clémentine Voisard, chargée de mission au service d'information du public à la direction des relations avec les publics.

Art. 2. – La délibération n° HAB-2025-006 du 27 novembre 2025 habilitant des agents de la CNIL à procéder à des missions de vérification est abrogée.

Art. 3. – Les habilitations mentionnées à l'article 1^{er} sont délivrées pour une durée de cinq ans.

Art. 4. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

La présidente,
M.-L. DENIS